



MEXIQUE



D 2245 • Mx26
16-30 septembre 1998

MOTS-CLEFS
Persécution religieuse
Église-État
Guérilla

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

LES AUTORITÉS CIVILES DU CHIAPAS S'APPROPRIENT 40 ÉGLISES

Un des aspects généralement peu mis en valeur du conflit du Chiapas est la véritable persécution menée par les autorités civiles contre le diocèse de San Cristóbal de Las Casas (cf. DIAL D 2171). Sans doute, on sait l'acharnement des autorités à critiquer le comportement de Samuel Ruiz, évêque du lieu et démissionnaire depuis quelques mois de la présidence de la Commission nationale d'intermédiation (CONAI) entre le gouvernement mexicain et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) (cf. DIAL D 2229). Le président Ernesto Zedillo, faisant clairement allusion à Samuel Ruiz, a lui-même parlé

de "théologie de la violence", suscitant un démenti vigoureux de la part de cet homme de paix qu'a toujours été Samuel Ruiz et dont le tort principal est de réclamer justice pour les peuples indigènes. On sait moins que cette hostilité, relayée sur le terrain par l'armée et des groupes paramilitaires, atteint directement des communautés catholiques du diocèse ainsi que leurs ministres au point que quelque 40 églises sont désormais interdites. On pourra lire ci-dessous l'article que Proceso en date du 16 août 1998 a consacré à cette question sous la plume de Julio César López et Rodrigo Vera.

Avec la bienveillance du gouvernement fédéral, les autorités civiles du Chiapas commencent à prendre le contrôle des églises du diocèse de San Cristóbal de Las Casas, s'arrogeant le droit de les fermer au culte, de nommer les curés et même de permettre à l'armée d'y installer ses quartiers.

Jusqu'à présent, environ 40 églises ont été enlevées au diocèse. La dernière d'entre elles a été la paroisse de Chenalhó où le maire a nommé le curé, empêchant le diocèse d'intervenir dans la nomination.

Pendant ce temps il y a chaque jour davantage de maisons particulières, équipées de petits autels, dans lesquelles on célèbre des services religieux.

Felipe Toussaint, vicaire général du diocèse de San Cristóbal, déclare : "Pour le gouvernement et l'armée nous sommes un ennemi gênant qu'il

faut abattre. C'est pour cela qu'ils ferment les églises. De façon simple et gratuite, ils identifient le diocèse aux groupes qui luttent contre l'État."



Antonio Turok

La cathédrale de San Cristóbal de Las Casas

Le secrétariat du gouvernement peut-il résoudre le problème ?

"Il pourrait le résoudre s'il le voulait, tout comme il a résolu d'autres problèmes. Toutefois, ce sont justement ses hommes qui ferment les églises : des gens qui appartiennent au PRI, lequel appartient à la structure de l'État. Que l'on ne me raconte pas que le gouvernement n'a pas d'autorité sur un agent municipal qui donne l'ordre de fermer une église. Je ne le crois pas."



Samuel Ruiz

Nous avons fait appel au sous-secrétariat des affaires religieuses du gouvernement, mais il n'en a pas fait cas. Finalement, ce sont des autorités civiles qui font tout cela. Elles nous ont à l'œil, nous réprimant et nous châtiant. C'est simplement comme ça."

Et il fait allusion aux dernières visites du président Ernesto Zedillo au Chiapas au cours desquelles il a parlé des "théologiens de la violence", ce qui a été interprété comme une directive donnée aux autorités locales pour harceler l'Église.

Le vicaire déclare : *"Nous ne pouvons pas espérer que l'on nous fasse justice lorsque le président lui-même vient ici et commence à vociférer contre nous. C'est pousser un agent municipal, qui attend qu'on lui dise ce qu'il doit faire, à s'échauffer la bile et à s'enhardir pour agir chaque jour de façon plus irrationnelle. Tout le monde sait vers qui sont dirigées les attaques du président. Nous subissons le harcèlement de la plus haute autorité du pays."*

1. PRI : Parti révolutionnaire institutionnel, qui est au pouvoir depuis 1929. Ses membres ou partisans sont appelés "priistes" (voir plus bas) (NdT).

Il indique que les agressions continuent malgré la disparition de la Commission nationale d'intermédiation (CONAI)² qui a été présidée par Samuel Ruiz, évêque du diocèse : *"Maintenant que la CONAI a disparu, l'attitude contre le diocèse se poursuit. Les conséquences continuent."*

Dans les bureaux du vicariat, Toussaint regarde le couloir tranquille, avec plantes et arcades, de la curie diocésaine, protégé par une porte en bois massif. Dans son diocèse, il y a des autels incendiés, des Christs brisés et des images foulées aux pieds.

Le vicaire général raconte : *"L'église de Quintana Roo, à Sabanilla, a été utilisée comme dortoir par des troupes militaires. Les soldats ont également occupé l'église El Limar et la cure, en y conduisant même leurs "petites amies" pour se divertir. Notre évêque coadjuteur Mgr Raúl Vera en a été témoin et a protesté, mais l'armée a nié. Dans d'autres églises, la police est entrée et a jeté le Saint-Sacrement hors du tabernacle. Pour nous, tout ceci est un sacrilège, une grave offense à l'Eucharistie."*

Comment définissez-vous la profanation d'une église ?

"Pour l'Église catholique, il y a profanation lorsqu'un lieu sacré est utilisé pour faire quelque chose qui n'est pas sacré, comme utiliser une église comme un bordel, jeter le Saint-Sacrement, l'utiliser pour célébrer le culte d'une autre religion ou pour sacrifier des animaux. C'est ainsi que certaines églises du diocèse, mise à part leur fermeture, ont été profanées."

Le vicaire montre aux journalistes un document dans lequel il y a la liste de 31 églises fermées par les autorités municipales, tout en laissant entendre clairement qu'il en existe d'autres qui n'apparaissent pas dans ce document. Avec 12 églises fermées, la municipalité de Tila arrive en tête de la liste. Viennent ensuite les municipalités de

2. Cf. DIAL D 2229 (NdT).

Sabanilla, Tumbalá, Huixtán, Chanal, Chenalhó, Ocosingo et San Andrés. Le document précise quelles sont les églises sur lesquelles on a tiré, qui ont été profanées, incendiées, occupées par l'armée, cadennassées, aux murs démolis, entourées de fils de fer barbelés par les autorités *ejidales*... Il précise également quels sont les lieux dans lesquels aucune sécurité n'est garantie pour les prêtres, dans lesquels sont harcelés les catholiques qui se réfugient dans des maisons particulières pour célébrer les offices religieux, et les cas pour lesquels des plaintes ont été inutilement adressées au ministère public.

Felipe Toussaint dit : *"L'église de San Cristóbal subit une persécution réelle et le gouvernement sait très bien qu'il nous agresse."*

Il ajoute que les prêtres étrangers expulsés, les attentats contre les évêques Samuel Ruiz et Raúl Vera, les campagnes de presse contre le diocèse et maintenant les églises fermées, font partie de la "guerre de basse intensité" qui est actuellement vécue au Chiapas.



Dans la communauté de Chenalhó

Il souffre beaucoup, dit-il, que certains évêques mexicains *"soutiennent qu'une telle persécution n'existe pas"* et appuient l'attitude du gouvernement et de l'armée au Chiapas.

"Sûr ! Il ne leur arrive pas de mal à eux. Ils ne voient pas ce qui se passe ici. Ces évêques s'expriment mal à notre sujet devant la presse, ce qui nuit à l'unité de l'Église."

Qui sont-ils ?

"Ceux qui ont mal parlé. Je ne vais pas donner des noms."

Le vicaire fait ainsi allusion à Norberto Rivera Carrera, archevêque-

primat de Mexico, Juan Sandoval Iñiguez, archevêque de Guadalajara et Onésimo Cepeda, archevêque de Ecatepec qui ont constamment remis en cause Samuel Ruiz.

Un curé imposé par l'autorité civile

À Chenalhó, les autorités civiles ont pris la paroisse de San Pedro Apóstol (dont le curé était le prêtre français Michel Chanteau, expulsé du pays par les autorités des services d'immigration, en février passé³) et la cure. Au début de juillet, ils ont nommé le prêtre Luis Mijangos, en rupture avec le diocèse et leader spirituel de ce que l'on appelle les "authentiques coletos"⁴.

Le maire priiste de Chenalhó, Pedro Mariano Arias Pérez, explique la raison pour laquelle il a nommé le leader coletos comme nouveau curé : "Le peuple ne veut plus de problèmes comme ceux qui sont arrivés. Il s'est rendu compte des provocations faites par quelques prêtres du diocèse de San Cristóbal et c'est pourquoi les agents de 61 communautés de la municipalité ont décidé d'avoir un prêtre indépendant."

En plus, les autorités priistes n'ont pas permis de célébrer au père jésuite Pedro Arriaga, désigné par le diocèse pour prendre en charge la paroisse.

"Nous ne pouvons pas permettre que l'on nous élimine ainsi d'un lieu d'évangélisation. Nous voulons récupérer ce lieu et ces installations. C'est à voir jusqu'où nous pourrions aller." dit Toussaint.

Et le prêtre Pedro Arriaga ne viendra-t-il pas à Chenalhó ?

"Il y a d'autres lieux où il peut aller. Notre attitude n'est pas de provoquer. Pour le moment, les jésuites travaillent dans les communautés de Chenalhó."

Sur la nomination de Mijangos, il dit, catégorique : "Pour nous, il n'est en aucune façon un curé. C'est un homme

3. Cf. DIAL D 2208 (NdT).

4. Les "authentiques coletos" désignent ceux qui se considèrent comme les "vrais" habitants de San Cristóbal de Las Casas, descendants des colons, avec une nuance de mépris pour la population indigène (NdT).

LES NATIONS UNIES ADOPTENT UNE RÉOLUTION SUR LE MEXIQUE

Grâce aux efforts concertés de plusieurs Organisations non gouvernementales (ONG), dont notamment Franciscans International et les Dominicains, la Sous-commission des droits de l'homme des Nations unies a voté une résolution sur l'évolution de la situation des droits de l'homme au Mexique.

Le contenu de la résolution

Le 20 août 1998, après avoir pris acte de l'état préoccupant de la situation des droits de l'homme au Mexique, ainsi que des déclarations du gouvernement mexicain, la Sous-commission a adopté¹ une résolution (E/CN.4/Sub.2/1998/L.18) comportant les trois points suivants :

- Demande au gouvernement d'assurer le plein respect des accords internationaux auxquels le Mexique est partie, notamment en mettant fin à l'impunité des auteurs de violations graves des droits de l'homme et en promouvant leur action.*
- Lance un appel aux signataires des accords de San Andrés (conclus entre les zapatistes et le gouvernement) pour qu'ils relancent ce processus, notamment par le dialogue.*
- Demande à la Commission des droits de l'homme des Nations unies de considérer à sa prochaine session la situation des droits de l'homme au Mexique et décide, dans l'hypothèse que la Commission n'aurait pas été en mesure de le faire, de poursuivre l'examen de la situation lors de sa prochaine session.*

Vers la fin de l'impunité ?

En lui donnant l'assurance d'avoir à se justifier devant la communauté internationale, cette résolution place ainsi le gouvernement mexicain face à ses responsabilités. En effet, grâce à ce vote, les différents organes des Nations unies sont maintenant alertés et se trouvent à même d'intervenir sur la situation au Mexique. Quant au gouvernement mexicain, il ne peut plus se contenter de signer tous les accords internationaux disponibles pour prouver sa bonne volonté mais sait qu'il sera désormais jugé sur l'application qu'il en fera.

De même, les ONG doivent dès maintenant intervenir auprès des pays de l'Union européenne qui jouent un rôle clé à la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour les convaincre d'assurer le suivi de la décision de la Sous-commission. Il est certain que le gouvernement mexicain entreprend déjà une action auprès de ces mêmes États pour bloquer un projet de résolution à la Commission qui se réunit aux mois de mars et avril 1999.

1. Alors que 24 des 26 experts élus étaient présents, les résultats du vote ont été de 12 pour, 6 contre et 6 abstentions.

**Note du Bureau de Franciscans International et les Dominicains
Genève, 24 août 1998**

sans consistance pastorale ni humaine. C'est une personne très changeante. Il agit d'une façon qui est 100 % étrangère à la législation ecclésiastique. On l'a nommé uniquement pour nous gêner, et de plus parce qu'aucun

autre prêtre ne se serait prêté à un acte de ce genre. Seul quelqu'un qui n'a pas l'esprit sacerdotal peut se prêter aux jeux d'un maire." (...)

Le diocèse a-t-il déjà classé l'affaire de l'expulsion du père Chanteau ?

"En aucune façon. Nous avons déposé un référé, de même que nous avons interjeté un recours dans le cas des trois autres prêtres qui ont été expulsés⁵. Nous sommes allés devant la Commission interaméricaine des droits humains, qui a recommandé un règlement à l'amiable entre le service de migration et le diocèse. Mais le service de migration a déclaré qu'avec ce règlement on ne pouvait pas autoriser le retour des prêtres. Nous continuons d'insister."

Toussaint signale que pour le moment les autorités civiles tentent également de prendre le contrôle de l'église de San Andrés Larráinzar : "Ici, à San Andrés, aussi bien les prêtres que les autonomes considèrent qu'ils ont autorité sur l'Église. Il nous faut batailler avec les deux."

Une théologie de la résistance

Heriberto Cruz Vera, curé de Tila, un des prêtres les plus vilipendés du diocèse, déclare que les autorités municipales veulent également lui prendre son sanctuaire, qui est le centre le plus important de pèlerinage dans la région, célèbre à l'intérieur et à l'exté-

rieur de l'État de Chiapas parce qu'il contient l'image du Señor de Tila, un énorme Christ noir déposé dans une châsse vitrée, au sommet de l'autel.

Cruz Vera déclare : "Ils m'ont menacé de prendre le sanctuaire, d'entrer ici violemment n'importe quand. Il y a déjà eu quelques tentatives pour me déloger. Au début ils ont orchestré une campagne de dénigrement contre moi ; ils ont fait courir le bruit que j'avais l'intention de vendre l'image du Señor de Tila. Mais ils ont échoué. Les gens n'en ont pas fait cas. Ensuite ils ont envoyé des gardes pour qu'ils veillent la nuit sur le sanctuaire."

Le curé l'a échappé belle ; il raconte les deux occasions au cours desquelles les membres du groupe paramilitaire "Paix et justice" sont entrés dans le sanctuaire et ont jeté des cocktails molotov sur la cure, lui étant présent : "La première fois, ce fut une nuit de novembre 1994, j'étais dans la pièce avec le médecin du dispensaire quand la bombe éclata. Les moustiquaires commencèrent à brûler et les murs furent enfumés. Par chance il ne nous arriva rien. La seconde bombe, ils la jetèrent dans ma chambre en janvier 1995, c'était également de nuit. Je venais de rentrer de San Cristóbal. J'ai porté plainte, mais on ne m'a pas fait justice. C'est ainsi que sont les choses par ici."

Originaire de Torreón, avec des bottes, un pantalon et une ceinture de cowboy, Cruz Vera ne se décourage pas. Il dit avec son fort accent du nord : "Ici il

faut savoir résister, il faut développer une théologie de la résistance."

Il dit avec orgueil que son sanctuaire - une masse imposante entourée d'une large muraille crénelée - a été le "centre de résistance" des catholiques de Tabasco durant la persécution féroce de Tomás Garrido Canabal : "Ici venait se réfugier le peuple de Tabasco. Gêné, Garrido Canabal tenta de brûler par vengeance le Saint Señor de Tila. Il ne le put pas. Tila est un signe de résistance."

Cruz Vera boit une gorgée du café posé sur la table au centre de la pièce de sa maison. Sur la table il a mis en plus quelques dossiers bourrés de lettres de ses fidèles dans lesquelles ils lui demandent de l'aide face aux harcèlements de l'armée et des groupes paramilitaires.

Il s'exclame : "Ainsi sont les choses ! Aujourd'hui c'est moi qui dois aller à Tabasco pour me réunir clandestinement avec mes catéchistes."

Le prêtre se lève de son siège, marche un peu dans la pièce et montre du doigt le sanctuaire à l'extérieur : "C'est entouré de militaires et d'effectifs de la sécurité publique. Il y eut un temps où ils pointaient leurs armes vers ici. Actuellement je dois me battre avec eux pour qu'ils n'envahissent pas le parvis."

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

5. Cf. DIAL D 2001 (NdT).